

Election présidentielle au Mexique : Saluer la décision du Congrès National indigène et de l'Armée zapatiste de Libération nationale !

samedi 29 octobre 2016, par [PRT](#) (Date de rédaction antérieure : 18 octobre 2016).

Devant la déclaration du CNI et de l'EZLN : le chemin pour une campagne pour organiser et lutter

Le Parti révolutionnaire des Travailleurs et des Travailleuses (PRT) salue et célèbre l'annonce et l'intention du Congrès National indigène (CNI) et de l'Armée zapatiste de Libération nationale (EZLN) de débiter une consultation pour décider d'une éventuelle participation à l'élection présidentielle de 2018 avec pour candidate une femme indigène, porte-parole du CNI.

Pour le PRT, cette initiative peut offrir une alternative de lutte et d'organisation pour ceux qui, depuis en bas, résistent à la dynamique capitaliste qui s'exprime au travers des contres réformes structurelles qui aliènent les biens communs et publics et les droits du peuple travailleur. Au travers également de mégaprojets écocides qui prétendent en finir avec la richesse bio-culturelle de notre pays et au travers de violences systémiques et du terrorisme d'État dont le but est le pillage qui permet de maximiser les profits et de minimiser les coûts en accord avec la logique capitaliste.

Dans un pays où la spirale de la violence est irrépressible, où les castes au pouvoir font preuve d'un mépris et d'un cynisme envers le peuple toujours plus alarmant et où les mégaprojets de spoliation des ressources et de territoires au bénéfice des intérêts impérialistes sont impulsés et soutenus par le pouvoir étatique, qu'il s'agisse du gouvernement ou du législatif (un État émancipé du contrôle social qui s'est retourné contre la société). C'est dans ce contexte que les résistances se lèvent et acquièrent une plus grande importance nationale comme le signale le communiqué du CNI.

Face à cela, il est important de ne pas seulement résister, mais aussi de lutter pour vaincre. Cette possibilité dépend de l'existence d'une force politique organisée nationalement. Au-delà de l'analyse pour déterminer si c'est d'un tournant politique dont il s'agit, l'initiative zapatiste change les coordonnées politiques face à l'échéance du changement présidentiel. L'échiquier politique est déstabilisé face à la possibilité d'une irruption, sur ce terrain, d'une force absente et non invitée qui n'est représentée par aucun parti, comme le serait, non seulement la force du mouvement indigène qui conteste le système, mais aussi de la gauche anticapitaliste.

Avec cette importante initiative politique apparaît la possibilité d'une large convergence anticapitaliste qui, au travers du dialogue, peut construire l'unité dans la diversité. La profonde transformation dont a besoin le pays requiert d'additionner les efforts et de débattre franchement et ouvertement des hypothèses stratégiques pour tout changer à la base et par en bas. Si l'initiative venait à être approuvée lors de la consultation du CNI, elle devrait être complétée par un appel unitaire à l'ensemble de la gauche anticapitaliste également présente dans d'innombrables luttes tant dans les campagnes que dans les villes. Parmi les peuples originaires, mais aussi en direction de la classe travailleuse et de ses organisations de lutte, y compris syndicales, comme le mouvement des enseignants ou celui des électriciens du Syndicat mexicain des Électriciens (SME) et de leur proposition d'Organisation politique du Peuple et des Travailleurs (OPT). En direction du

mouvement des travailleurs, mais aussi d'autres mouvements qui résistent à la barbarie capitaliste, comme c'est le cas de la lutte contre les féminicides, la lutte des femmes pour leurs droits (qui serait très bien représentée par une candidate indigène) et en général contre la violence d'État et ses terribles séquelles d'exécutions et de disparus. Et bien sûr en direction du mouvement solidaire des étudiants d'Ayotzinapa et la lutte pour les 43, « *Vivos los llevaron, vivos los queremos* » (« Ils les ont emmenés vivants, nous les voulons vivants »).

Parvenir à la plus large unité anticapitaliste requiert certainement un dialogue et un débat fraternel. Mais un débat ouvert autour de cette initiative n'est pas synonyme de disqualification et de calomnies. C'est pourtant bien de cela qu'il s'agit quand certains affirment qu'une candidature indépendante de la gauche anticapitaliste fait le jeu de la droite (des partis du « Pacte pour le Mexique ?) ou encore qu'elle divise le vote de la gauche et qu'il s'agit d'une manœuvre contre le Mouvement pour la Régénération nationale (MORENA). Cette insulte n'est pas nouvelle. Spécialement de la part de portes-paroles de la gauche institutionnelle qui prétendent être les seuls représentants de la gauche.

Auparavant, le Parti de la Révolution démocratique (PRD) prétendait incarner « la gauche ». Actuellement, MORENA affirme que le PRD n'est pas la gauche, mais qu'eux seuls en sont les représentants véritables. En 2006, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), alors candidat du PRD, accusait « l'Autre campagne » d'être alliée avec la droite. En 2015, si certains secteurs du mouvement en lutte contre le pouvoir néolibéral et les réformes structurelles promues par les partis du Pacte pour le Mexique, ne votaient pas pour MORENA, mais appelaient à l'abstention ou au boycott comme l'on fait les enseignants, AMLO les insultait et les accusait d'être des alliés du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au moment où ce dernier déclenchait la brutale répression contre le mouvement.

Il faut comprendre que la gauche anticapitaliste, et en général les mouvements de lutte contre le néolibéralisme, ne sont pas représentés par la gauche institutionnelle. AMLO s'est même opposé au cours des dernières semaines au mot d'ordre « Dehors Peña » (« Fuera Peña ») qui émergeait à nouveau à l'occasion des célébrations de la fête nationale le 15 septembre, affirmant qu'il ne voulait pas d'un gouvernement fait de décombres et proposant de subordonner toutes les luttes à l'élection de 2018.

Pour notre part, nous pensons au contraire que la proposition de candidature indépendante du CNI est un moyen d'organiser un mouvement de lutte contre le pouvoir de l'oligarchie néolibérale, et une campagne de lutte et d'organisation et non pas une subordination de la lutte aux élections de 2018. La proposition d'AMLO et de MORENA est différente. Il propose même un cabinet de transition avec Peña Nieto pour assurer une transition « pacifique » allant jusqu'à offrir dès maintenant une amnistie aux criminels au pouvoir. Il propose de suspendre la lutte jusqu'aux votations de 2018 et de mettre en place un cabinet de transition, c'est-à-dire un gouvernement de conciliation. En réalité, ce n'est pas le moment de définir une formule de votation, mais de continuer la lutte contre le pouvoir oligarchique et son programme néolibéral, dans le droit fil et dans la logique du « Fuera Peña ». Il est en même temps possible de discuter de la perspective stratégique et des contours d'une campagne indépendante avec ou sans la reconnaissance légale et juridique de l'Institut National électoral (comme l'a été la campagne de Campa en 1976). Au contraire, la proposition d'AMLO consiste à maintenir en l'état la logique capitaliste, comme il l'a exposé il y a peu dans l'État de Sonora, où il a expliqué que face au saccage de l'extractivisme des entreprises minières étrangères, sa proposition consistait simplement à ce que ces dernières payent des impôts.

Nous avons besoin d'une candidature d'un autre type, comme celle que nous avons soutenue il y a des années en présentant Rosario Ibarra - la première femme candidate à une élection présidentielle dans l'histoire du pays - (dont le slogan était, en 1982, précisément « En haut ceux d'en bas !). C'est

un appel à l'organisation et à la lutte par en bas, mais cela doit aussi être un appel à l'unité de ceux qui aujourd'hui luttent pour changer notre pays, le rendre indépendant, libre, égalitaire, multiculturel ; libre d'exploitation, de domination et d'oppression, dans une logique anticapitaliste. Il est particulièrement important que l'annonce du CNI et de l'EZLN mette l'accent sur le fait que la candidature doit être portée par une femme indigène. Elle remet en question un pouvoir érigé sur une base autoritaire, patriarcale et homophobe, mais aussi raciste et à visée hégémonique. Cette remise en question est d'autant plus significative lorsque les femmes ne souffrent pas seulement d'une oppression patriarcale au sein de la famille, dans le monde du travail et dans la société, mais aussi d'un véritable attentat contre leurs droits ainsi qu'une gravissime vague de violence dont l'expression extrême la plus inhumaine culmine avec les féminicides.

Pour le PRT, une candidature de ce type se convertirait en symbole pour toutes les importantes luttes des peuples originaires qui ne se battent pas uniquement pour leur droit à l'autonomie, mais qui affrontent tous les projets de dépossession des ressources, territoires et culture qui prétendent s'imposer sur l'ensemble du territoire national.

Cela serait également un symbole pour les femmes qui crient aujourd'hui « ça suffit ! », (iya basta !) contre le mépris patriarcal et la violence. Quand la politique est construite sur une base autoritaire, patriarcale et homophobe, rendre visible celles qui supportent le pire de la crise est aussi une manière de remettre en cause les bases d'un régime qui, en plus d'être autoritaire, est patriarcal.

Cela représenterait un symbole d'unité avec les luttes des enseignants et un symbole de lutte et de dignité pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs. La candidature d'une femme indigène deviendrait un symbole pour les jeunes et pour tous ceux qui sont niés, opprimés, méprisés et exclus par un système pour lequel ne compte que la capacité à « faire de l'argent », mais pas la vie ni la dignité.

Nous disons que s'est ouvert la possibilité d'une large convergence anticapitaliste qui, en dialoguant, peut construire l'unité dans la diversité. Cela même entre l'anticapitalisme qui se propose de lutter pour le pouvoir et ceux qui ne partagent pas cet objectif. La transformation profonde dont a besoin le pays requiert un effort commun ainsi qu'un dialogue franc et ouvert sur les hypothèses stratégiques pour tout changer, à la base et par en bas.

Mexico, le 18 octobre 2016

Comité politique du Parti révolutionnaire des Travailleurs (PRT)

Lien vers la declaración del Congreso Nacional Indígena (CNI) y el Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN) :

<http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2016/10/14/que-retiemble-en-sus-centros-la-tierra/>